

Le cadre macroéconomique

Novembre 2010

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Quels modèles démographiques et macroéconomiques ?	2
3. Potentiels d'accroissement de l'emploi et évolutions démographiques.....	3
4. Quels scénarios macroéconomiques?.....	5
5. Scénario A.....	9
6. Scénario B.....	14
7. Scénario Bbis.....	19
8. Scénario C.....	24
Annexe 1	29
Annexe 2.....	30

1. Introduction

L'impact des propositions de réformes de la LSF sur l'évolution future des ressources financières du pouvoir fédéral et de chacune des entités fédérées ne peut être évalué qu'en fonction d'un contexte macroéconomique et démographique donné et cohérent entre le niveau national et les niveaux régionaux. Cette nécessité découle de plusieurs éléments :

- certains paramètres de la LSF actuelle sont eux-mêmes constitués de variables macroéconomiques et démographiques nationales (PIB, inflation, population dans certaines classes d'âge) et régionales (populations scolaires) explicites. Plusieurs de ces paramètres conservent un rôle dans la plupart des propositions de réformes, soit parce que celles-ci maintiennent le volet «dotation TVA», soit parce qu'elles combinent une dose de LSF actuelle avec une dose d'autonomie fiscale. Par ailleurs, d'autres paramètres de la LSF actuelle (recettes d'IPP par région), ainsi que le produit d'une fiscalité régionale telle qu'envisagée dans certaines propositions de réformes, sont intimement liés aux contextes macroéconomiques régionaux. Or, la plupart de ces variables ne sont pas indépendantes les unes des autres;
- l'impact des propositions de réformes gagne à être lui-même exprimé en % du ou des PIB, seule unité de mesure qui permette d'en apprécier l'importance dans un avenir aussi éloigné que l'année 2030 ; cet horizon de temps a été choisi dans la présente étude afin d'examiner la dynamique de long terme des propositions de réforme testées.
- dans l'éventualité où, dans une phase ultérieure, l'exercice viendrait à être étendu à l'impact de l'ensemble des propositions de réformes (LSF, transferts de compétences et politiques d'assainissement budgétaire) sur les perspectives financières - solde budgétaire, solde primaire, charges d'intérêt, dette - des différents niveaux de pouvoir (pouvoir fédéral, sécurité sociale, entités fédérées, pouvoirs locaux) et de chacune des entités fédérées, le scénario macroéconomique constituerait un déterminant essentiel des résultats; à cet effet, il doit être suffisamment complet et cohérent entre le niveau national et les niveaux régionaux.

2. Quels modèles démographiques et macroéconomiques ?

Les critères qui ont présidé à la sélection des modèles à utiliser pour construire les scénarios démographiques et macroéconomiques ont été les suivants :

- la cohérence entre les différentes variables (entre variables démographiques et macroéconomiques, entre les variables macroéconomiques entre elles, entre variables, nationales et régionales) ;
- la possibilité d'effectuer des simulations à long terme (à l'horizon 2030), vu le souci d'appréhender l'impact des réformes sur longue période ;
- la disponibilité immédiate et la crédibilité des modèles ; les délais n'autorisaient que le recours à des outils existants ;
- la possibilité de simuler rapidement différents scénarios ;

Ces conditions très contraignantes imposaient pratiquement le recours aux modèles suivants:

- le modèle macroéconomique national de moyen terme HERMES¹, développé et utilisé régulièrement par le BFP ;
- le modèle macroéconomique régional de moyen terme HERMREG², développé et utilisé par un consortium composé du BFP, de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (IBSA-BISA), de l'Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS) et du Studiedienst van de Vlaamse Regering (SVR). Ce modèle permet de simuler des scénarios macroéconomiques régionaux cohérents avec les scénarios macroéconomiques nationaux produits à l'aide du modèle HERMES ;
- le système de modèles (nationaux) MALTESE³, développé et géré par le BFP, surtout utilisé par le Comité d'Etude sur le Vieillissement (CEV) du Conseil Supérieur des Finances (CSF) pour analyser les conséquences budgétaires du vieillissement. Il permet de construire des scénarios macroéconomiques et budgétaires de long terme, compte tenu de perspectives de population données. Ces scénarios peuvent être mis en cohérence avec les scénarios produits par le modèle HERMES pour la période de moyen terme. Ce système de modèles comprend un modèle démographique dont le développement, la gestion et l'utilisation font l'objet d'une collaboration étroite entre le BFP et la Direction générale Statistique et Information économique (DGSIE) - Algemene Directie Statistiek en Economische informatie (ADSEI).

¹ BOSSIER, F., et a., *Une nouvelle version du modèle HERMES*, Bruxelles, 2004.

² BASSILIERE, D., BOSSIER, F., CARUSO, F., HENDRICKX, K., HOORELBEKE, D., LOHEST, O., *Elaboration d'un modèle de projections régionales: Une première application du modèle HERMREG aux perspectives économiques nationales 2007-2012*, Bruxelles, 2010 - *Uitwerking van een regionaal projectiemodel: Een eerste toepassing van het HERMREG model op de nationale economische vooruitzichten 2007-2012* Brussel, 2010.

³ Cf. par exemple : FASQUELLE, N., LOPEZ-NOVELLA, M., WEEMAES, S., "Conséquences budgétaires et sociales du vieillissement: des perspectives de long terme" in CIFOP, *Les finances publiques: défis à moyen et long termes*, 16ème Congrès des Economistes belges de Langue française (Mons, Février 2005), pp 203-236.

3. Potentiels d'accroissement de l'emploi et évolutions démographiques

Tout scénario d'évolution à long terme de la croissance économique tient nécessairement compte du potentiel d'accroissement de l'emploi. Au niveau d'un espace économique donné, ce potentiel d'accroissement dépend d'une part de l'évolution de l'offre de travail, donc de l'évolution de la population d'âge actif et des taux d'activité, d'autre part du potentiel de réduction du taux de chômage.

L'emploi intérieur d'une région peut également être alimenté par l'offre d'emploi des régions voisines – via les navettes – et contribuer ainsi à l'augmentation de la population active occupée de ces régions voisines.

La projection de la population d'âge actif constitue donc un élément très important des scénarios d'évolution à long terme de la croissance économique ; tous les scénarios macroéconomiques retenus dans la présente étude sont encadrés (à un élément d'actualisation des points de départ près) par les perspectives de populations établies en 2008 par le BFP et la DGSIE⁴.

Ces perspectives de population présentent des contrastes spectaculaires entre les régions belges : sur la période 2010-2030, la population d'âge actif augmenterait nettement dans la région de Bruxelles-capitale et en Wallonie (respectivement de 89 000 et de 83 000 personnes) alors qu'elle serait en recul en Flandre (de 43 000 personnes – cf. tableau 1). Les écarts potentiels de croissance économique entre régions pour ce qui concerne ce seul facteur sont donc considérables.

⁴ BFP, DGSIE, *Perspectives de population 2007-2060*, Bruxelles, mai 2008 – FPB, ADSEI, *Bevolkingsvoorzichten 2007-2060*, Brussel, mei 2008.

Tableau 1 Evolutions démographiques

	2010	2020	2030	10-20	21-30	10-30
	Milliers de personnes			Taux de croissance annuels moyens		
Population totale						
Royaume	10856	11573	11999	0.6	0.4	0.5
Région de Bruxelles-capitale	1083	1207	1258	1.1	0.4	0.8
Région flamande	6257	6604	6793	0.5	0.3	0.4
Région wallonne	3516	3761	3948	0.7	0.5	0.6
Population d'âge actif (15-64ans)						
Royaume	7153	7346	7282	0.3	-0.1	0.1
Région de Bruxelles-capitale	724	797	812	1.0	0.2	0.6
Région flamande	4110	4161	4067	0.1	-0.2	0.0
Région wallonne	2319	2388	2402	0.3	0.1	0.2

Source: BFP, DGSIE, *Perspectives de population 2007-2060*, Bruxelles, mai 2008 – FPB, ADSEI, *Bevolkingsvooruitzichten 2007-2060*, Brussel, mei 2008; données de population totale 2008 actualisées par la DGSIE-ADSEI; données de base de population active actualisées et estimées par le BFP; calculs propres.

Les situations des trois régions belges sont également divergentes en ce qui concerne les taux de chômage actuellement observés.

Plusieurs concepts statistiques de chômage sont disponibles. Si le concept (restrictif) des «labour force survey» européens est adéquat pour des comparaisons internationales et pour évaluer l'offre de travail véritablement active, les concepts (larges) basés sur les statistiques administratives (telle la définition BFP) sont appropriés pour évaluer la contribution du chômage à l'offre de travail potentielle à long terme, sans préjudice de la notion de chômage structurel. Avec des taux de chômage (définition BFP) évalués pour 2010 à 21,9% en région de Bruxelles-capitale, 17,5% en Wallonie et 8,5% en Flandre, la contribution potentielle de la baisse du chômage à la croissance de l'emploi à long terme est largement plus élevée en région de Bruxelles-capitale et en Wallonie qu'en Flandre.

4. Quels scénarios macroéconomiques?

Différents scénarios macroéconomiques ont été élaborés, afin de pouvoir tester la sensibilité des impacts des réformes envisagées à l'environnement macroéconomique. L'exercice vise à balayer le champ des possibles à l'aide d'un nombre restreint de scénarios à la fois prudents et contrastés, et qui respectent les cohérences macroéconomiques.

Les scénarios macroéconomiques nationaux et régionaux les plus récents publiés datent des mois de mai, juin et juillet 2010⁵. Les publications y afférentes les présentent de façon détaillée. Ces scénarios sont encadrés par les perspectives de population évoquées ci-avant ; les points de départ de ces perspectives ont été actualisés au moyen des dernières données observées disponibles.

Une cohérence totale est assurée entre les projections de référence des « perspectives économiques » nationales 2010-2015, régionales 2009-2015 et le volet 2010-2015 des perspectives macroéconomiques à la base du rapport 2010 du CEV.

Il serait erroné d'interpréter ces perspectives économiques comme des prévisions, essentiellement pour deux raisons : primo, les incertitudes sont énormes particulièrement dans le contexte actuel de sortie de crise et de reprise internationale fragile, et compte tenu de l'impact difficilement mesurable des politiques budgétaires d'assainissement mises en place dans plusieurs Etats dont l'activité économique influence la croissance de l'économie belge. Secundo, parce que ces perspectives sont réalisées à politique inchangée : elles n'anticipent pas les mesures que les différents niveaux de pouvoir ne manqueront pas de prendre dans le futur, notamment pour atteindre l'objectif annoncé d'équilibre budgétaire en 2015.

Le scénario A retenu dans le présent rapport correspond aux projections de référence susmentionnées, adaptées sur les points suivants:

- recours à une version plus actuelle des « perspectives économiques nationales », réalisée pour le compte du gouvernement belge aux fins d'incorporation dans le « draft National Reform Programme » de la Belgique de novembre 2010, et portant de ce fait sur une période plus longue (2010-2020). Ce cadrage macroéconomique national est prolongé sur la période 2020-2030 à l'aide de la projection de référence du rapport du CEV pour ce qui concerne les principales variables macroéconomiques à un niveau agrégé (croissance économique, marché du travail, revenus des ménages, ...).
- adaptation et prolongement jusque 2030 des « perspectives régionales 2009-2015 », sur base des corrélations établies pour le modèle HERMREG. Cette adaptation conduit à une prolongation de l'ensemble des variables du modèle sur la période 2016-2020; par contre, sur la pé-

⁵ BFP, Perspectives économiques 2010-2015, Bruxelles, 2010 –FPB, *Economische vooruitzichten 2010-2015*, Brussel, 2010
 BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2009-2015*, Bruxelles, juillet 2010 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2009-2015*, Brussel, juli 2010.
 CSF, CEV, *Rapport annuel*, Bruxelles, juin 2010 – HRF, SCvV, *Jaarlijks verslag*, Brussel, juni 2010.

riode 2021-2030, seule une prolongation des principales variables macroéconomiques à un niveau agrégé a été possible (croissance économique, marché du travail, revenus des ménages, ...), comme pour les perspectives nationales.

La prolongation des «perspectives économiques régionales 2009-2015» à l'horizon 2030 constitue une opération délicate, pour deux motifs.

En premier lieu, les perspectives à l'horizon 2015 sont établies via une désagrégation régionale des « perspectives économiques » nationales 2010-2015 qui respecte les corrélations observées entre évolutions économiques – et sectorielles – nationales et régionales; si la stabilité de ces corrélations est très probable sur un horizon de temps de quelques années, supposer leur persistance à long terme relève plus de l'hypothèse de travail que du respect de la méthodologie de base, même si cette hypothèse consacre les fondements empiriques du modèle.

En second lieu, les projections ainsi construites génèrent des taux de croissance des économies des trois Régions relativement peu différenciés – quoique légèrement supérieurs pour la Flandre –, ce que d'ailleurs les observations des dernières années confirment dans les grandes lignes : dans le scénario A, le potentiel plus élevé de croissance de l'emploi intérieur en région de Bruxelles capitale et en Wallonie, qu'en Flandre ne se matérialise donc pas en projection. Or, vu les différentiels actuels de taux de chômage entre Régions et les projections régionales de population retenues, l'offre de travail est appelée à contraindre la croissance de l'emploi dans un avenir plus proche en Flandre que dans les deux autres Régions. Concrètement, le taux de chômage projeté pour la Flandre en 2020 serait tellement bas (6,2%⁶ de la population active) qu'il a été considéré comme incompressible. Le maintien du faible différentiel de croissance économique entre les trois régions susmentionné n'est dès lors possible qu'à condition de supposer pour la Flandre, dans un contexte de tensions sur le marché du travail, une baisse du solde des navettes⁷ et une poussée des taux d'activité qui stabilise la population active sur la période 2020-2030.

Le scénario B retenu dans le présent rapport a été élaboré en supposant au contraire que les écarts entre les potentiels de croissance de l'emploi des trois régions se traduisent par des différences de croissance effective de l'emploi. Contrairement au scénario A, qui apparaît comme très conservateur en ce qui concerne l'évolution des différences interrégionales de taux de croissance économique, le scénario B postule à partir de 2016 une croissance économique de l'emploi dans les régions wallonne et bruxelloise supérieure à celle de la Flandre. Dans la mesure où ce scénario s'inscrit à moyen comme à long terme dans des perspectives économiques nationales identiques à celles retenues pour le scénario A, la croissance économique en Flandre sera plus faible dans le scénario B que dans le scénario A.

Deux autres scénarios ont été élaborés à partir de ces deux premiers.

⁶ Concept BFP; concept large de chômage, basé sur les statistiques administratives; cf. annexe 1.

⁷ Différence entre le nombre de navetteurs sortants et le nombre de navetteurs entrants.

Le scénario Bbis combine la croissance économique de la Flandre projetée dans le scénario A avec celle des deux autres régions telle que projetée dans le scénario B. Autrement dit, la croissance accrue de celles-ci ne suppose pas une croissance économique de la Flandre moins dynamique que dans le scénario A: le surcroît de croissance économique dans les régions bruxelloise et wallonne se traduit, dans le scénario Bbis, par une plus forte croissance nationale que dans les scénarios A et B.

Enfin, un scénario de croissance économique plus lente à partir de 2016, tant au niveau national qu'au niveau régional, a été retenu (scénario C).

Dans les quatre scénarios susmentionnés, le taux de croissance annuelle de la productivité horaire du travail au niveau national fluctuerait entre 1 et 1,5% par an entre 2010 et 2020. A court terme (2010-2012), la croissance de la productivité par tête serait de l'ordre de 1,6% par an, du fait de la récupération de la durée du travail dans le contexte de la sortie de la crise. A partir de 2020, une croissance de la productivité par tête 1,5% par an est posée, comme dans la projection de référence utilisée dans le rapport du CEV. Le léger différentiel de croissance de la productivité entre la Flandre et les deux autres régions persisterait sur l'ensemble de la période de projection. En l'absence d'impact des différents scénarios sur le rythme du progrès technique et sur les prix relatifs des facteurs de production, les gains de productivité évolueraient de façon très similaire dans les différents scénarios.

Les taux de croissance économiques nationaux et régionaux dans les quatre scénarios sont présentés de façon synthétique dans le tableau 2.

Tableau 2 4 scénarios de croissance économique

	Taux de croissance économique annuel moyen				
	2010-2015	2016-2030			
		Scénario A	Scénario B	Scénario Bbis	Scénario C
Royaume	2.1	1.8	1.8	1.9	1.5
Région de Bruxelles-capitale	2.0	1.7	2.0	2.0	1.4
Région flamande	2.2	1.8	1.6	1.8	1.5
Région wallonne	2.0	1.7	2.0	2.0	1.4

A l'instar des perspectives économiques dont ils dérivent, tous ces scénarios sont réalisés à politique inchangée. Qui plus est, dans le même ordre d'idée, les propositions de réformes simulées sont réputées sans effet sur ces perspectives économiques, puisque celles-ci n'anticipent aucune des mesures que les régions pourraient prendre dans le cadre de leurs nouvelles compétences.

Le défi de l'assainissement budgétaire à l'horizon 2015 reste bien entendu entier dans ces différents scénarios ; à politique inchangée, le déficit de l'ensemble des administrations publiques fluctuerait entre 4 et 5% du PIB entre 2010 et 2015 (cf. tableau 3).

**Tableau 3 : Financieringssaldo van de overheid en haar deelsectoren
(in procenten bbp)**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Entiteit I							
Federale overheid	-4,2	-3,2	-3,4	-2,4	-2,5	-2,9	-2,9
Sociale zekerheid	-0,8	-0,5	-0,3	-1,1	-1,1	-1,1	-1,1
Entiteit II							
Gemeenschappen en gewesten	-0,8	-0,7	-0,3	-0,3	-0,2	-0,0	0,1
Lokale overheid	-0,2	-0,4	-0,7	-0,7	-0,5	-0,4	-0,4
Gezamenlijke overheid	-6,0	-4,8	-4,6	-4,5	-4,3	-4,4	-4,4

Source: FPB, Medium-term outlook 2009-2015, end-october update prepared for the Draft National Reform Programme of Belgium (NRP).

5. Scénario A

Le taux de croissance économique annuel moyen au niveau national s'établit dans le scénario A à 2,1% sur la période 2010-2015, à 2,0% sur la période 2016-2020 et à 1,7% sur la période 2021-2030 ; au niveau régional, par rapport à la moyenne nationale, les taux de croissance seraient en moyenne de période de 0,1% plus élevé en Flandre et de 0,1% plus faible tant à Bruxelles qu'en Wallonie. Le ralentissement de la croissance à l'horizon 2030 serait surtout expliqué par l'impact des évolutions démographiques sur l'offre de travail au niveau national, qui ferait retomber la croissance annuelle moyenne de l'emploi au niveau national de 0,7% sur la période 2010-2020 à 0,2% sur la période 2021-2030. Les croissances de l'emploi intérieur des trois régions seraient dans ce scénario très proches de la croissance nationale.

Par contre, les taux de chômage des trois régions évolueraient de façon extrêmement contrastée. Au niveau national, le taux de chômage⁸ passerait de 12,7% de la population active en 2010 à 10,8% en 2020 et 8,4% en 2030, conformément à l'approche retenue dans la projection de référence du CEV (cf. annexe 2). Parallèlement, à l'horizon 2020, le taux de chômage en Flandre reculerait de plus de 2 points de pourcentage en 10 ans (de 8,5% en 2010 à 6,2% en 2020) alors que le recul du taux de chômage serait nettement plus modeste en Wallonie (de 17,5% en 2010 à 17% en 2020) et nettement plus accentué à Bruxelles (de 21,9% en 2010 à 17,3% en 2020). Ce contraste s'explique, d'une part par la dynamique de l'offre de travail nettement plus faible en Flandre entre 2010 et 2020 que dans les deux autres régions, d'autre part par une diminution subséquente du solde des navettes flamandes, ce qui ralentit la baisse du chômage en Flandre et l'accélère à Bruxelles.

Le taux de chômage atteint en Flandre en 2020 réputé incompressible serait dès lors stable entre 2020 et 2030. Cette hypothèse est compatible avec la croissance projetée de l'emploi en Flandre, compte tenu de la stabilisation de l'offre de travail et d'une poursuite du recul du solde des navettes flamandes. Par contre, les taux de chômage à Bruxelles et en Wallonie enregistreraient une baisse importante (de plus de 5 points de pourcentage), tout en restant supérieurs à 11%.

La progression des taux d'emploi serait de l'ordre de 5 points de pourcentage entre 2010 et 2030, tant au niveau national que dans chacune des trois régions.

⁸ Concept BFP; concept large de chômage, basé sur les statistiques administratives; cf. annexe 1.

Tableau 4 Principaux résultats⁹ (scénario A)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010- 2015	2016- 2020	2021- 2030	2030
BELGIQUE							moyenne	moyenne	moyenne	
PIB volume	1,8	1,7	2,3	2,2	2,3	2,3	2,1	2,0	1,7	
Productivité réelle par tête	1,6	1,6	1,7	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,5	
Emploi intérieur	0,2	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1	0,7	0,7	0,2	
Emploi intérieur + solde frontalier	0,2	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1	0,7	0,6	0,2	
Population active	0,4	0,6	0,9	0,9	0,7	0,6	0,7	0,3	-0,1	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,1	63,3	63,9	64,4	64,9	63,8	65,9	67,2	68,1
Taux de chômage, concept BFP	12,7	13,1	13,3	13,1	12,7	12,3	12,9	11,4	9,6	8,4
Coût salarial réel par tête	-1,2	0,8	1,1	1,2	1,3	1,3	0,8	1,3	1,5	
Indice national prix consommation	2,1	2,1	1,9	2,0	2,1	2,2	2,1	2,2	2,0	
REGION BRUXELLES CAPITALE										
PIB volume	1,7	1,7	2,1	2,0	2,3	2,1	2,0	1,9	1,6	
Productivité réelle par tête	1,5	1,7	1,6	0,5	0,9	0,9	1,2	1,2	1,4	
Emploi intérieur	0,2	-0,1	0,5	1,4	1,4	1,2	0,8	0,8	0,2	
Solde des navettes	-296,8	-291,1	-289,6	-289,9	-289,8	-289,7	-291,1	-290,6	-284,6	-276,8
Population active occupée	0,6	1,3	1,2	2,2	2,2	1,9	1,6	1,1	0,5	
Population active	1,8	0,9	1,1	1,1	1,0	0,9	1,1	0,7	-0,1	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	56,9	57,0	57,0	57,7	58,4	58,9	57,6	59,5	60,3	61,8
Taux de chômage, concept BFP	21,9	21,6	21,5	20,6	19,7	18,9	20,7	17,9	14,6	11,7
Coût salarial réel par tête	-1,1	0,6	1,0	1,1	1,4	1,4	0,7	1,2	1,4	
VLAAMS GEWEST										
PIB volume	1,9	1,9	2,4	2,4	2,4	2,3	2,2	2,0	1,7	
Productivité réelle par tête	1,7	1,7	1,8	1,1	1,2	1,2	1,5	1,4	1,6	
Emploi intérieur	0,3	0,2	0,6	1,2	1,2	1,1	0,8	0,7	0,2	
Solde des navettes	175,1	172,2	170,4	169,0	167,1	164,5	169,7	159,7	132,0	105,8
Population active occupée	0,3	0,0	0,5	1,1	1,0	0,9	0,6	0,6	0,0	
Population active	0,4	0,4	0,8	0,7	0,6	0,5	0,6	0,2	0,0	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,7	67,5	67,7	68,3	68,9	69,4	68,2	70,6	72,0	72,9
Taux de chômage, concept BFP	8,5	8,9	9,2	8,8	8,5	8,0	8,6	7,0	6,2	6,2
Coût salarial réel par tête	-1,2	0,8	1,1	1,3	1,3	1,4	0,8	1,4	1,6	
REGION WALLONNE										
PIB volume	1,7	1,5	2,3	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,6	
Productivité réelle par tête	1,5	1,4	1,5	1,0	1,0	1,1	1,3	1,2	1,4	
Emploi intérieur	0,2	0,1	0,8	1,0	1,1	1,0	0,7	0,6	0,2	
Solde des navettes	121,7	118,9	119,2	120,9	122,7	125,1	121,4	130,9	152,7	171,0
Population active occupée	0,0	-0,1	0,7	1,0	1,1	1,1	0,6	0,7	0,4	
Population active	0,0	0,7	1,1	1,1	0,9	0,7	0,7	0,4	-0,3	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	57,7	57,4	57,6	58,0	58,5	59,0	58,0	59,7	61,1	62,2
Taux de chômage, concept BFP	17,5	18,2	18,5	18,5	18,3	18,0	18,2	17,4	14,3	11,4
Coût salarial réel par tête	-1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	0,8	1,3	1,4	

Source:

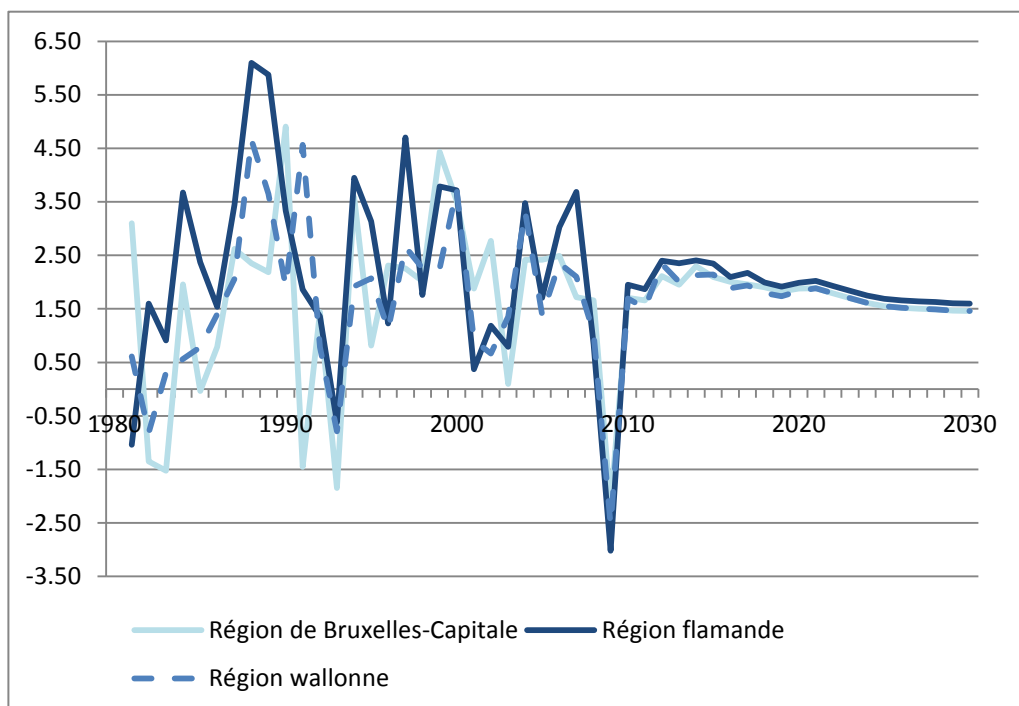
- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2009-2015*, Bruxelles, juillet 2010 – FPB, BISA,

⁹ Taux de croissance annuels ou annuels moyens en %, sauf indication contraire.

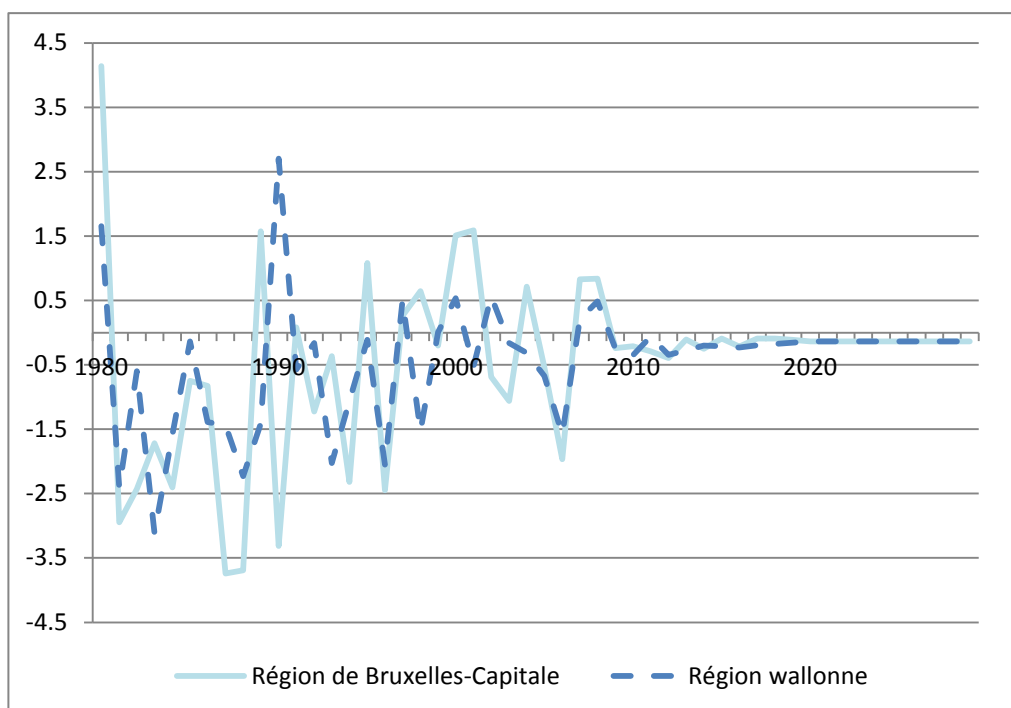
IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2009-2015*, Brussel, juli 2010 (version actualisée sous la responsabilité du BFP).

- BFP, *Medium Term Outlook for the Belgian Economy 2010-2020*, préparé pour le «draft National Reform Programme» de la Belgique (version actualisée de BFP, *Perspectives économiques 2010-2015 de mai 2010* et prolongée sur base de l'OECD *Economic Outlook*, September 2010).
- Scénario de prolongation 2016-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2010-2015*» et de prolongation 2021-2030 du «*Medium term outlook for the Belgium Economy*» sous la responsabilité du BFP

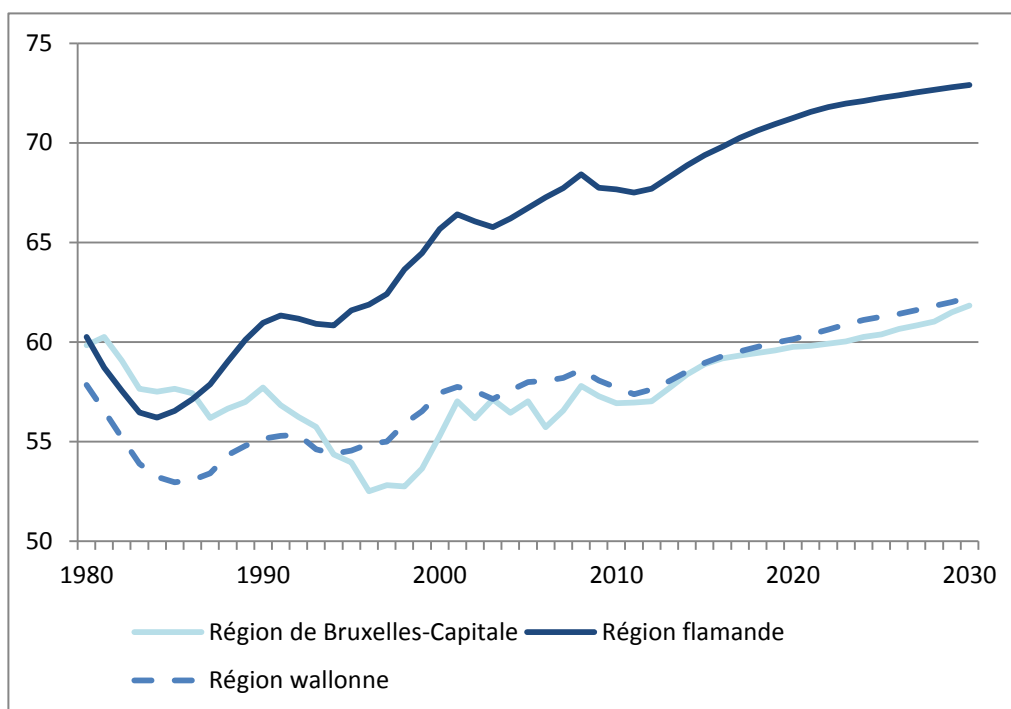
Graphique 1 Croissance du PIB (scénario A ; en %)



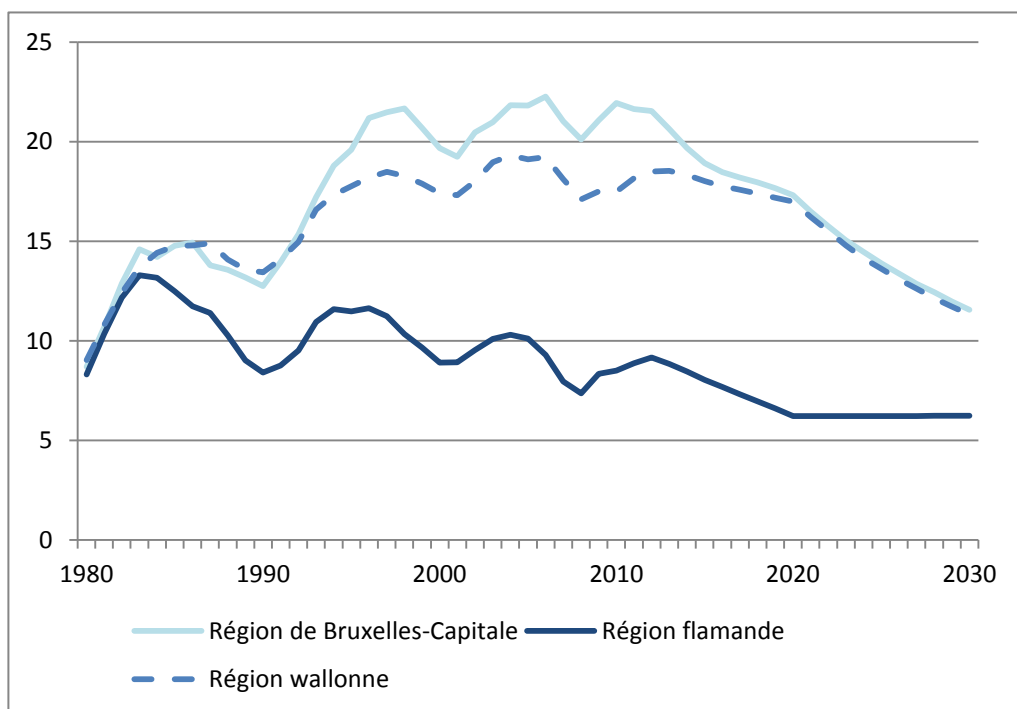
Graphique 2 Différentiels de croissance par rapport à la Flandre (scénario A) ; en point de pourcentage



Graphique 3 Taux d'emploi (scénario A)



Graphique 4 Taux de chômage (scénario A)



Scénario B

Le scénario B, qui s'inscrit à moyen comme à long terme dans des perspectives économiques nationales identiques à celles retenues pour la projection A, a été amorcé en supposant une inversion de signe du différentiel de taux de croissance économique entre régions à partir de 2016 : la croissance économique de la Flandre deviendrait inférieure de 0,3% à celle des deux autres régions. Le taux de chômage en Flandre durant la décennie 2021-2030 est à nouveau supposé stabilisé au niveau atteint en 2020 (7,2% de la population active).

Dans ce scénario, la croissance économique reviendrait en Flandre à 1.8% entre 2016 et 2020 et à 1,5% entre 2021 et 2030 ; la croissance économique à Bruxelles et en Wallonie atteindrait respectivement 2,2% entre 2016 et 2020 et 1,9% entre 2021 et 2030. Les écarts de taux d'emploi et de taux de chômage entre régions sont en 2030 plus faibles que dans le scénario de référence. Alors que ces écarts atteignent respectivement 11 points et 5 points de pourcentage dans le scénario de référence, ils sont grosso modo réduits de moitié dans le scénario de convergence : en ce qui concerne le taux d'emploi, ils sont ramenés à 5 points pour Bruxelles et 6 points pour la Wallonie, et à 2 et 3 points respectivement pour ce qui est du taux de chômage.

Tableau 5 Principaux résultats¹⁰ (scénario B)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010- 2015	2016- 2020	2021- 2030	2030
BELGIQUE							moyenne	moyenne	moyenne	
PIB volume	1,8	1,7	2,3	2,2	2,3	2,3	2,1	2,0	1,7	
Productivité réelle par tête	1,6	1,6	1,7	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,5	
Emploi intérieur	0,2	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1	0,7	0,7	0,2	
Emploi intérieur + solde frontalier	0,2	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1	0,7	0,6	0,2	
Population active	0,4	0,6	0,9	0,9	0,7	0,6	0,7	0,3	-0,1	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,1	63,3	63,9	64,4	64,9	63,8	65,9	67,4	68,2
Taux de chômage, concept BFP	12,7	13,1	13,3	13,1	12,7	12,3	12,9	11,4	9,3	8,4
Coût salarial réel par tête	-1,2	0,8	1,1	1,2	1,3	1,3	0,8	1,3	1,5	
Indice national prix consommation	2,1	2,1	1,9	2,0	2,1	2,2	2,1	2,2	2,0	
REGION BRUXELLES CAPITALE										
PIB volume	1,7	1,7	2,1	2,0	2,3	2,1	2,0	2,2	1,9	
Productivité réelle par tête	1,5	1,7	1,6	0,5	0,9	0,9	1,2	1,2	1,4	
Emploi intérieur	0,2	-0,1	0,5	1,4	1,4	1,2	0,8	1,0	0,4	
Solde des navettes	-296,8	-291,1	-289,6	-289,9	-289,8	-289,7	-291,1	-290,6	-284,6	-276,8
Population active occupée	0,6	1,3	1,2	2,2	2,2	1,9	1,6	1,5	0,9	
Population active	1,8	0,9	1,1	1,1	1,0	0,9	1,1	0,7	0,2	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	56,9	57,0	57,0	57,7	58,4	58,9	57,6	60,1	63,2	65,6
Taux de chômage, concept BFP	21,9	21,6	21,5	20,6	19,7	18,9	20,7	17,0	12,2	9,9
Coût salarial réel par tête	-1,1	0,6	1,0	1,1	1,4	1,4	0,7	1,2	1,4	
VLAAMS GEWEST										
PIB volume	1,9	1,9	2,4	2,4	2,4	2,3	2,2	1,8	1,5	
Productivité réelle par tête	1,7	1,7	1,8	1,1	1,2	1,2	1,5	1,4	1,6	
Emploi intérieur	0,3	0,2	0,6	1,2	1,2	1,1	0,8	0,4	0,0	
Solde des navettes	175,1	172,2	170,4	169,0	167,1	164,5	169,7	159,7	132,0	105,8
Population active occupée	0,3	0,0	0,5	1,1	1,0	0,9	0,6	0,4	-0,2	
Population active	0,4	0,4	0,8	0,7	0,6	0,5	0,6	0,2	-0,2	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,7	67,5	67,7	68,3	68,9	69,4	68,2	70,1	70,8	70,7
Taux de chômage, concept BFP	8,5	8,9	9,2	8,8	8,5	8,0	8,6	7,5	7,2	7,2
Coût salarial réel par tête	-1,2	0,8	1,1	1,3	1,3	1,4	0,8	1,4	1,6	
REGION WALLONNE										
PIB volume	1,7	1,5	2,3	2,0	2,1	2,1	2,0	2,2	1,9	
Productivité réelle par tête	1,5	1,4	1,5	1,0	1,0	1,1	1,3	1,2	1,4	
Emploi intérieur	0,2	0,1	0,8	1,0	1,1	1,0	0,7	0,9	0,4	
Solde des navettes	121,7	118,9	119,2	120,9	122,7	125,1	121,4	130,9	152,7	171,0
Population active occupée	0,0	-0,1	0,7	1,0	1,1	1,1	0,6	0,9	0,6	
Population active	0,0	0,7	1,1	1,1	0,9	0,7	0,7	0,4	0,0	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	57,7	57,4	57,6	58,0	58,5	59,0	58,0	60,3	63,0	64,7
Taux de chômage, concept BFP	17,5	18,2	18,5	18,5	18,3	18,0	18,2	16,7	12,2	10,0
Coût salarial réel par tête	-1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	0,8	1,3	1,4	

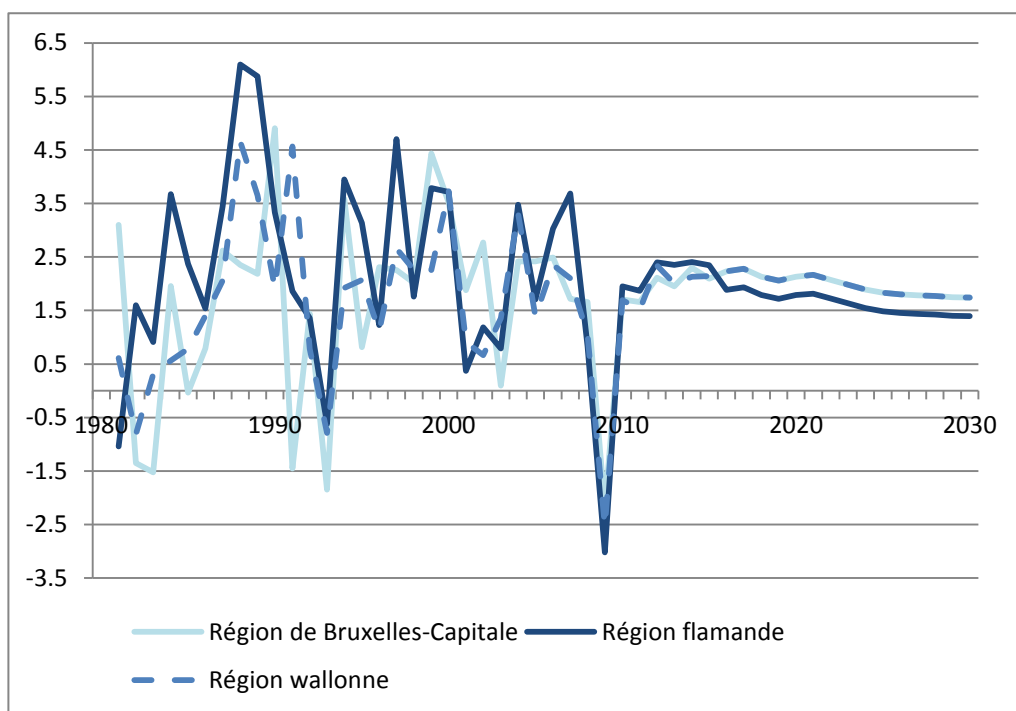
Source:

- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2009-2015*, Bruxelles, juillet 2010 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2009-2015*, Brussel, juli 2010 (version actualisée sous la res-

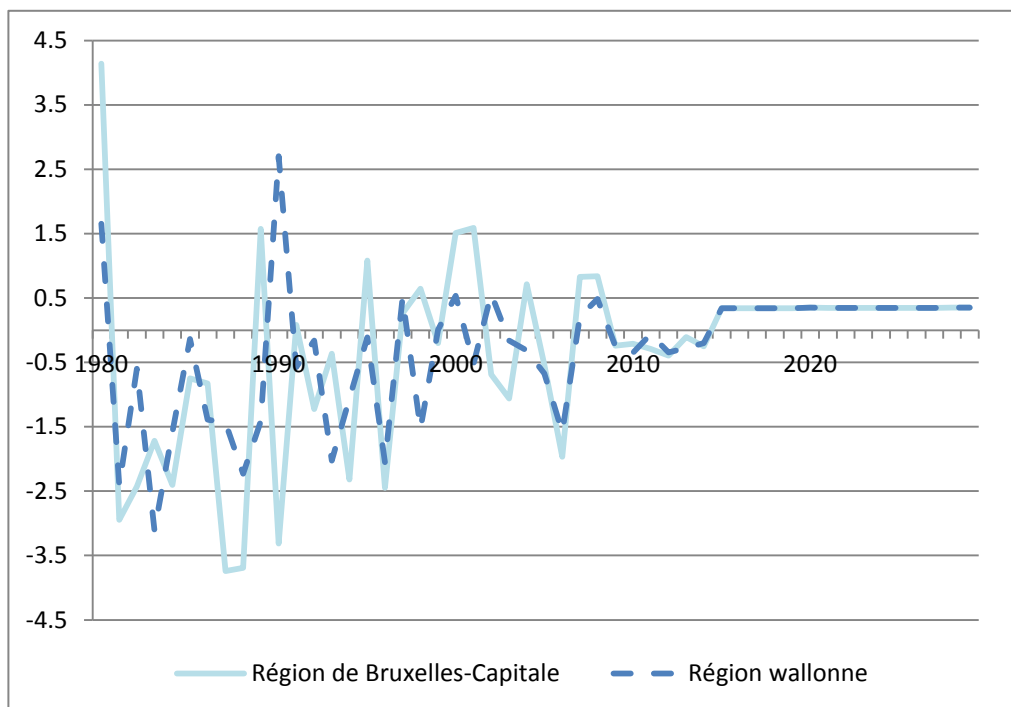
¹⁰ Taux de croissance annuels ou annuels moyens en %, sauf indication contraire.

- responsabilité du BFP.
- BFP, *Medium Term Outlook for the Belgian Economy 2010-2020*, préparé pour le «draft National Reform Programme» de la Belgique (version actualisée de BFP, *Perspectives économiques 2010-2015 de mai 2010* et prolongée sur base de l'OECD *Economic Outlook*, September 2010).
- Scénario de prolongation 2016-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2010-2015*» et de prolongation 2021-2030 du «*Medium term outlook for the Belgium Economy*» sous la responsabilité du BFP

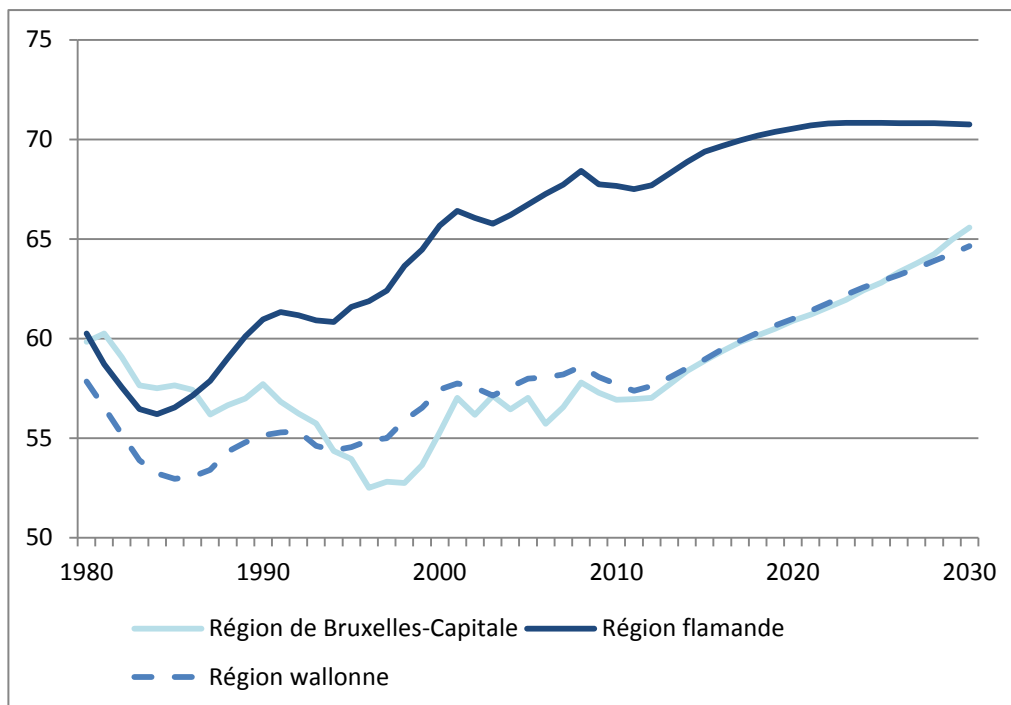
Graphique 5 Croissance du PIB (scénario B ; en %)



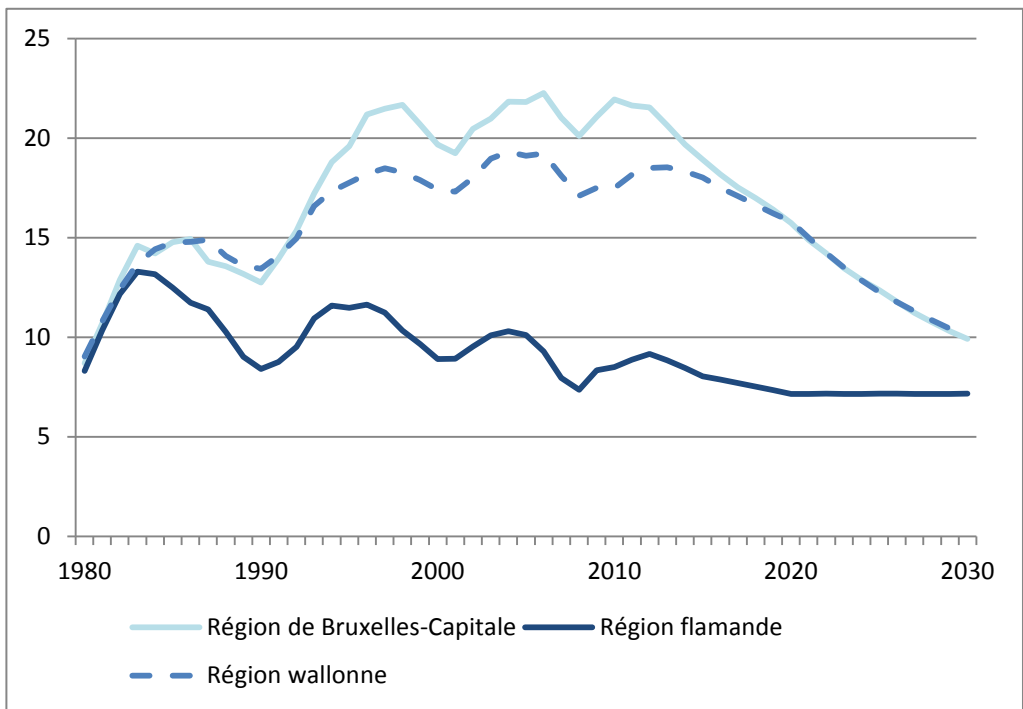
Graphique 6 Différentiel de croissance par rapport à la Flandre (scénario B ; en point de pourcentage)



Graphique 7 Taux d'emploi (scénario B)



Graphique 8 Taux de chômage (scénario B)



Scénario Bbis

Dans le scénario Bbis, les croissances économiques des régions bruxelloise et wallonne du scénario B sont combinées avec la croissance économique de la Flandre du scénario A. La croissance économique nationale devient par conséquent ici supérieure à celle enregistrée dans les scénarios A et B.

Tableau 6 Principaux résultats¹¹ (scénario Bbis)

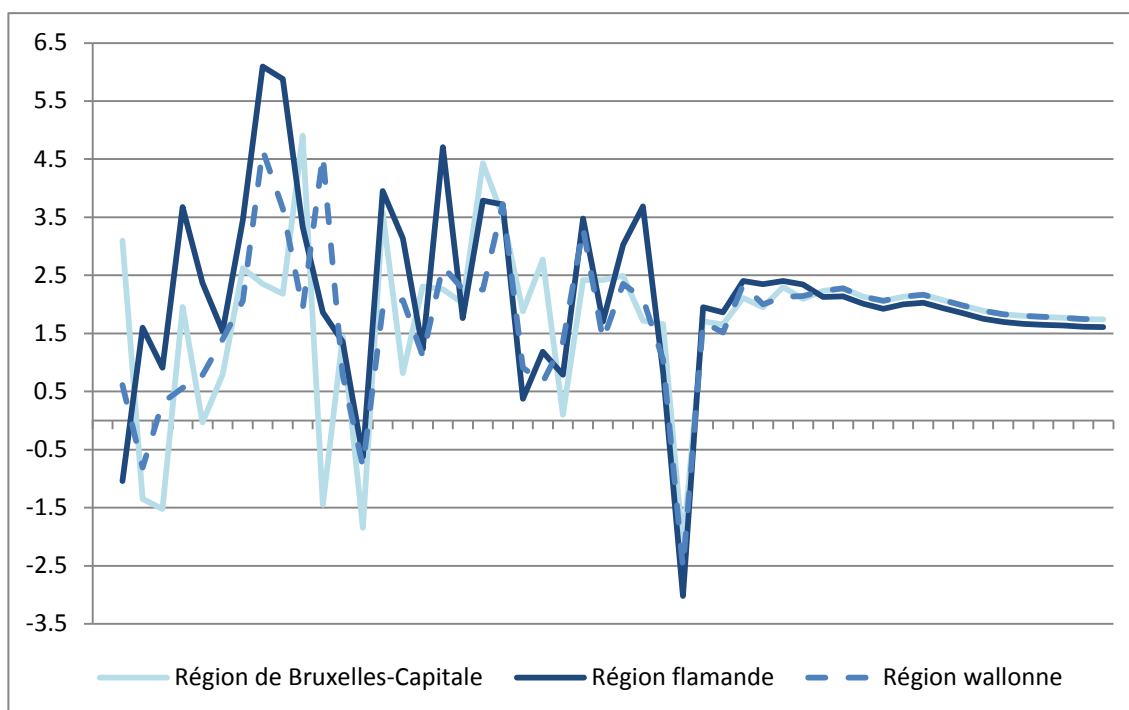
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010- 2015	2016- 2020	2021- 2030	2030
BELGIQUE							moyenne	moyenne	moyenne	
PIB volume	1,8	1,7	2,3	2,2	2,3	2,3	2,1	2,1	1,8	
Productivité réelle par tête	1,6	1,6	1,7	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,5	
Emploi intérieur	0,2	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1	0,7	0,8	0,3	
Emploi intérieur + solde frontalier	0,2	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1	0,7	0,7	0,3	
Population active	0,4	0,6	0,9	0,9	0,7	0,6	0,7	0,3	0,0	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,1	63,3	63,9	64,4	64,9	63,8	66,0	68,2	69,3
Taux de chômage, concept BFP	12,7	13,1	13,3	13,1	12,7	12,3	12,9	11,2	8,7	7,6
Coût salarial réel par tête	-1,2	0,8	1,1	1,2	1,3	1,3	0,8	1,3	1,5	
Indice national prix consommation	2,1	2,1	1,9	2,0	2,1	2,2	2,1	2,3	2,0	
REGION BRUXELLES CAPITALE										
PIB volume	1,7	1,7	2,1	2,0	2,3	2,1	2,0	2,2	1,9	
Productivité réelle par tête	1,5	1,7	1,6	0,5	0,9	0,9	1,2	1,2	1,4	
Emploi intérieur	0,2	-0,1	0,5	1,4	1,4	1,2	0,8	1,0	0,4	
Solde des navettes	-296,8	-291,1	-289,6	-289,9	-289,8	-289,7	-291,1	-290,6	-284,6	-276,8
Population active occupée	0,6	1,3	1,2	2,2	2,2	1,9	1,6	1,5	0,9	
Population active	1,8	0,9	1,1	1,1	1,0	0,9	1,1	0,7	0,2	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	56,9	57,0	57,0	57,7	58,4	58,9	57,6	60,2	63,3	65,7
Taux de chômage, concept BFP	21,9	21,6	21,5	20,6	19,7	18,9	20,7	16,9	11,5	8,7
Coût salarial réel par tête	-1,1	0,6	1,0	1,1	1,4	1,4	0,7	1,2	1,4	
VLAAMS GEWEST										
PIB volume	1,9	1,9	2,4	2,4	2,4	2,3	2,2	2,0	1,7	
Productivité réelle par tête	1,7	1,7	1,8	1,1	1,2	1,2	1,5	1,4	1,6	
Emploi intérieur	0,3	0,2	0,6	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	0,2	
Solde des navettes	175,1	172,2	170,4	169,0	167,1	164,5	169,7	159,7	132,0	105,8
Population active occupée	0,3	0,0	0,5	1,1	1,0	0,9	0,6	0,5	0,0	
Population active	0,4	0,4	0,8	0,7	0,6	0,5	0,6	0,2	0,0	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,7	67,5	67,7	68,3	68,9	69,4	68,2	70,4	72,1	72,8
Taux de chômage, concept BFP	8,5	8,9	9,2	8,8	8,5	8,0	8,6	7,2	6,2	6,2
Coût salarial réel par tête	-1,2	0,8	1,1	1,3	1,3	1,4	0,8	1,4	1,6	
REGION WALLONNE										
PIB volume	1,7	1,5	2,3	2,0	2,1	2,1	2,0	2,2	1,9	
Productivité réelle par tête	1,5	1,4	1,5	1,0	1,0	1,1	1,3	1,2	1,4	
Emploi intérieur	0,2	0,1	0,8	1,0	1,1	1,0	0,7	0,9	0,4	
Solde des navettes	121,7	118,9	119,2	120,9	122,7	125,1	121,4	130,9	152,7	171,0
Population active occupée	0,0	-0,1	0,7	1,0	1,1	1,1	0,6	1,0	0,6	
Population active	0,0	0,7	1,1	1,1	0,9	0,7	0,7	0,4	0,0	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	57,7	57,4	57,6	58,0	58,5	59,0	58,0	60,3	63,1	64,7
Taux de chômage, concept BFP	17,5	18,2	18,5	18,5	18,3	18,0	18,2	16,6	12,4	9,8
Coût salarial réel par tête	-1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	0,8	1,2	1,4	

¹¹ Taux de croissance annuels ou annuels moyens en %, sauf indication contraire.

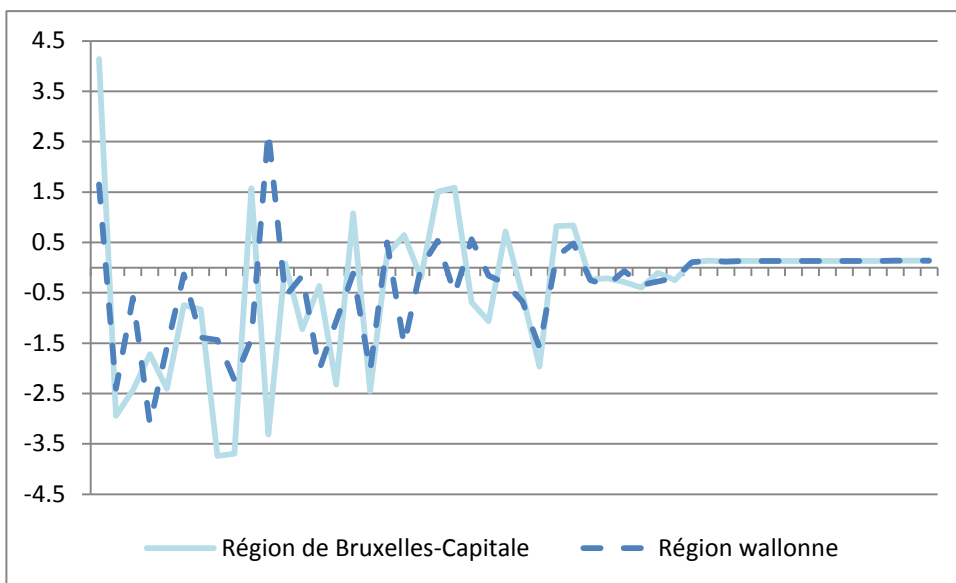
Source :

- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2009-2015*, Bruxelles, juillet 2010 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2009-2015*, Brussel, juli 2010 (version actualisée sous la responsabilité du BFP).
- BFP, *Medium Term Outlook for the Belgian Economy 2010-2020*, préparé pour le «draft National Reform Programme» de la Belgique (version actualisée de BFP, *Perspectives économiques 2010-2015 de mai 2010* et prolongée sur base de l'OECD *Economic Outlook*, September 2010)
- Scénario de prolongation 2016-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2010-2015*» et du «*Medium Term Outlook for the Belgian Economy*» (repris ici seulement jusque 2015) sous la responsabilité du BFP.

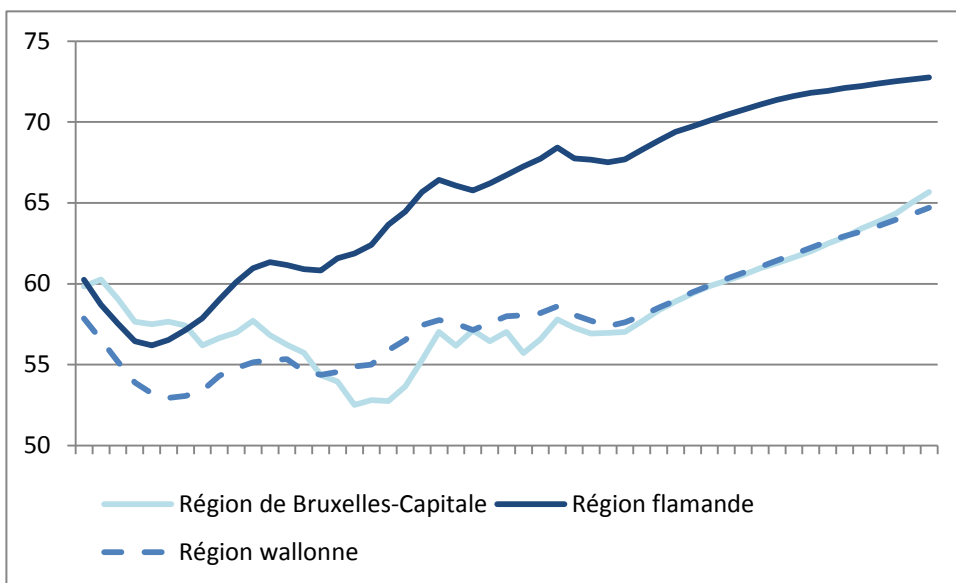
Graphique 9 Croissance du PIB (scénario Bbis ; en %)



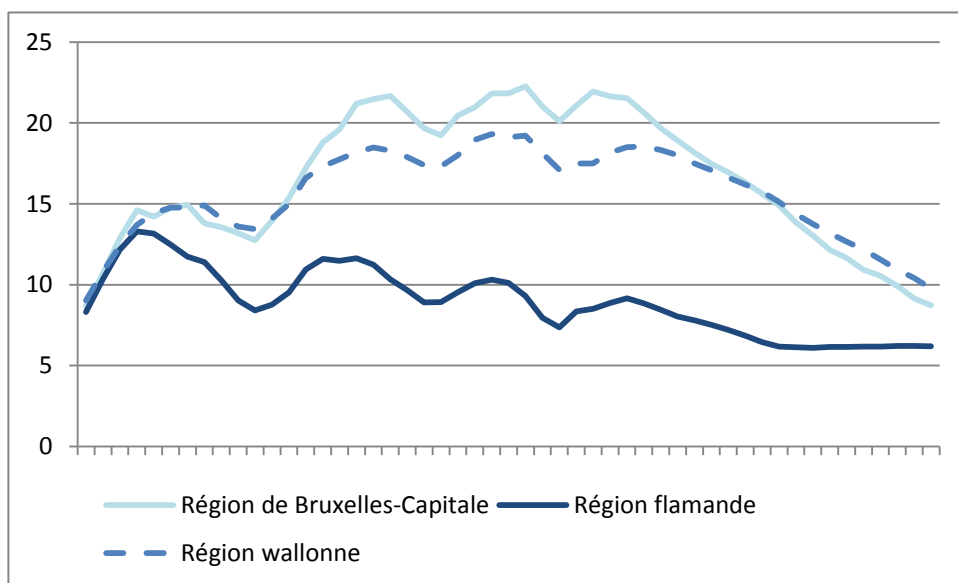
Graphique 10 Différentiel de croissance par rapport à la Flandre (scénario Bbis ; en point de pourcentage)



Graphique 11 Taux d'emploi (scénario Bbis)



Graphique 12 Taux de chômage (scénario Bbis)



Scénario C

Ce scénario de croissance économique nationale ralentie à partir de 2016 postule un taux de chômage constant sur la période 2016-2030 au niveau national, correspondant au niveau atteint en 2016 dans les scénarios A et B (12% de la population active). Pour le reste, les écarts entre taux de croissance régionaux et nationaux conservent les tendances de moyen terme identifiés dans l'approche HERMREG, comme dans le scénario A.

Tableau 7 Principaux résultats¹² (scénario C)

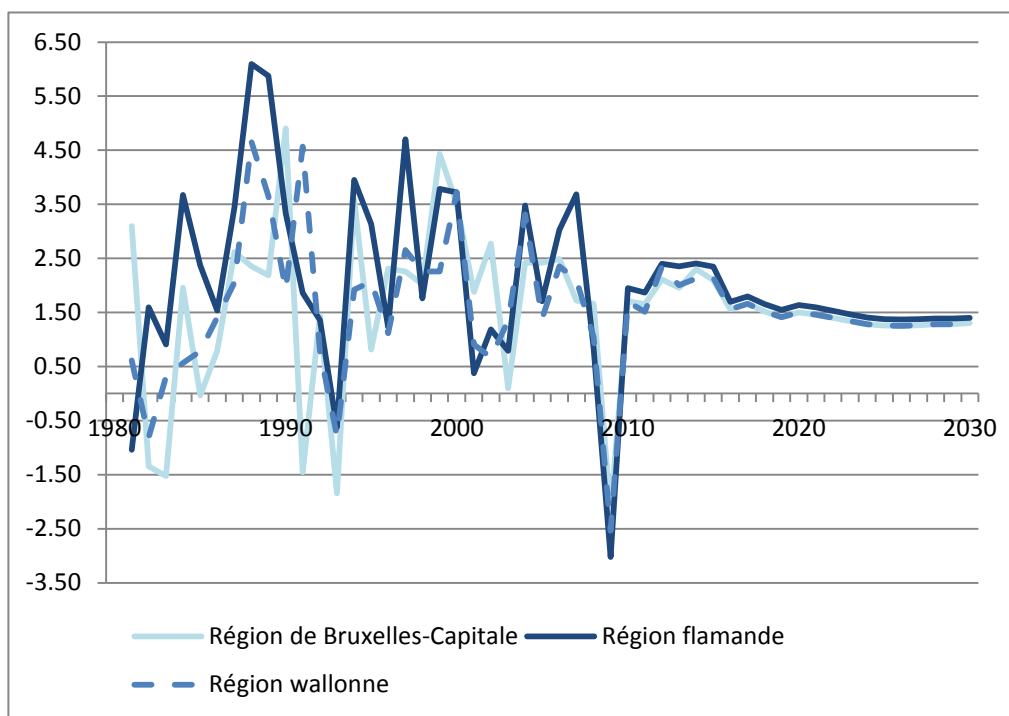
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010- 2015	2016- 2020	2021- 2030	2030
BELGIQUE							moyenne	moyenne	moyenne	
PIB volume	1,8	1,7	2,3	2,2	2,3	2,3	2,1	1,6	1,4	
Productivité réelle par tête	1,6	1,6	1,7	1,0	1,1	1,2	1,4	1,2	1,5	
Emploi intérieur	0,2	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1	0,7	0,4	-0,1	
Emploi intérieur + solde frontalier	0,2	0,1	0,6	1,2	1,2	1,1	0,7	0,4	-0,1	
Population active	0,4	0,6	0,9	0,9	0,7	0,6	0,7	0,3	-0,1	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,1	63,3	63,9	64,4	64,9	63,8	65,4	65,3	65,3
Taux de chômage, concept BFP	12,7	13,1	13,3	13,1	12,7	12,3	12,9	12,0	12,0	12,0
Coût salarial réel par tête	-1,2	0,8	1,1	1,2	1,3	1,3	0,8	1,3	1,5	
Indice national prix consommation	2,1	2,1	1,9	2,0	2,1	2,2	2,1	2,0	1,8	
REGION BRUXELLES CAPITALE										
PIB volume	1,7	1,7	2,1	2,0	2,3	2,1	2,0	1,5	1,3	
Productivité réelle par tête	1,5	1,7	1,6	0,5	0,9	0,9	1,2	1,1	1,4	
Emploi intérieur	0,2	-0,1	0,5	1,4	1,4	1,2	0,8	0,5	-0,1	
Solde des navettes	-296,8	-291,1	-289,6	-289,9	-289,8	-289,7	-291,1	-290,6	-284,6	-276,8
Population active occupée	0,6	1,3	1,2	2,2	2,2	1,9	1,6	0,7	0,1	
Population active	1,8	0,9	1,1	1,1	1,0	0,9	1,1	0,7	0,1	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	56,9	57,0	57,0	57,7	58,4	58,9	57,6	58,8	57,6	57,9
Taux de chômage, concept BFP	21,9	21,6	21,5	20,6	19,7	18,9	20,7	18,9	19,7	19,5
Coût salarial réel par tête	-1,1	0,6	1,0	1,1	1,4	1,4	0,7	1,1	1,4	
VLAAMS GEWEST										
PIB volume	1,9	1,9	2,4	2,4	2,4	2,3	2,2	1,7	1,4	
Productivité réelle par tête	1,7	1,7	1,8	1,1	1,2	1,2	1,5	1,3	1,5	
Emploi intérieur	0,3	0,2	0,6	1,2	1,2	1,1	0,8	0,4	-0,1	
Solde des navettes	175,1	172,2	170,4	169,0	167,1	164,5	169,7	159,7	132,0	105,8
Population active occupée	0,3	0,0	0,5	1,1	1,0	0,9	0,6	0,3	-0,3	
Population active	0,4	0,4	0,8	0,7	0,6	0,5	0,6	0,2	-0,3	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,7	67,5	67,7	68,3	68,9	69,4	68,2	70,1	70,1	69,8
Taux de chômage, concept BFP	8,5	8,9	9,2	8,8	8,5	8,0	8,6	7,6	7,5	7,5
Coût salarial réel par tête	-1,2	0,8	1,1	1,3	1,3	1,4	0,8	1,3	1,6	
REGION WALLONNE										
PIB volume	1,7	1,5	2,3	2,0	2,1	2,1	2,0	1,5	1,3	
Productivité réelle par tête	1,5	1,4	1,5	1,0	1,0	1,1	1,3	1,2	1,4	
Emploi intérieur	0,2	0,1	0,8	1,0	1,1	1,0	0,7	0,4	-0,1	
Solde des navettes	121,7	118,9	119,2	120,9	122,7	125,1	121,4	130,9	152,7	171,0
Population active occupée	0,0	-0,1	0,7	1,0	1,1	1,1	0,6	0,5	0,2	
Population active	0,0	0,7	1,1	1,1	0,9	0,7	0,7	0,4	0,1	
Taux emploi (% population 15-64 ans)	57,7	57,4	57,6	58,0	58,5	59,0	58,0	59,5	59,8	60,1
Taux de chômage, concept BFP	17,5	18,2	18,5	18,5	18,3	18,0	18,2	17,8	17,5	17,3
Coût salarial réel par tête	-1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	0,8	1,3	1,4	

¹² Taux de croissance annuels ou annuels moyens en %, sauf indication contraire.

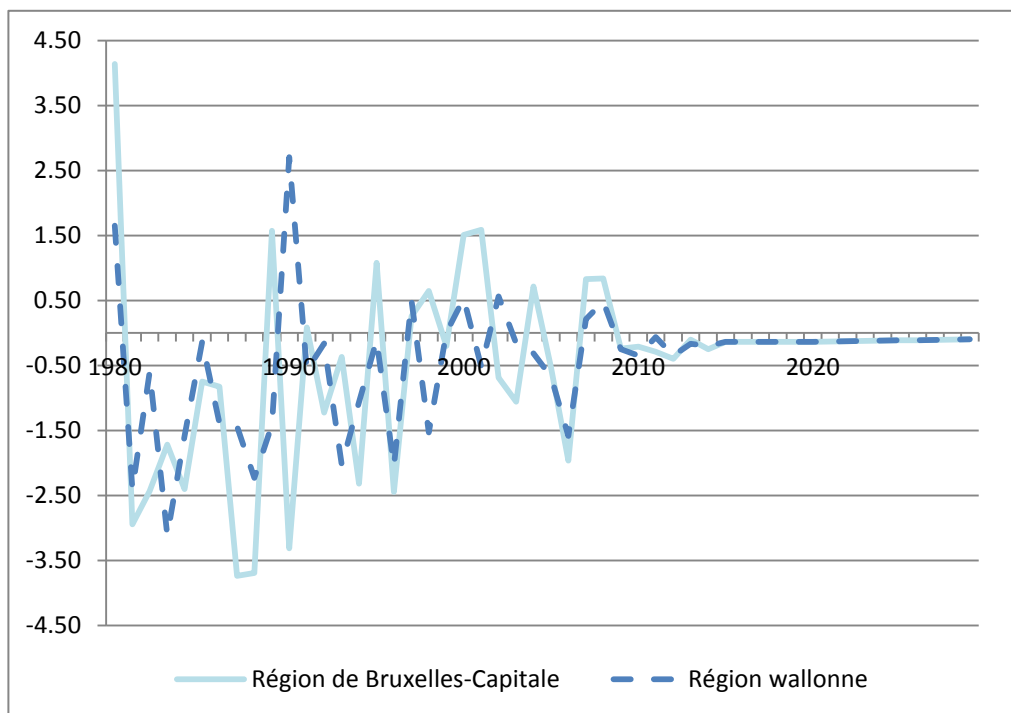
Source :

- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2009-2015*, Bruxelles, juillet 2010 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2009-2015*, Brussel, juli 2010 (version actualisée sous la responsabilité du BFP).
- BFP, *Medium Term Outlook for the Belgian Economy 2010-2020*, préparé pour le «draft National Reform Programme» de la Belgique (version actualisée de BFP, *Perspectives économiques 2010-2015 de mai 2010* et prolongée sur base de l'OECD *Economic Outlook*, September 2010)
- Scénario de prolongation 2016-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2010-2015*» et du «*Medium Term Outlook for the Belgian Economy*» (repris ici seulement jusque 2015) sous la responsabilité du BFP.

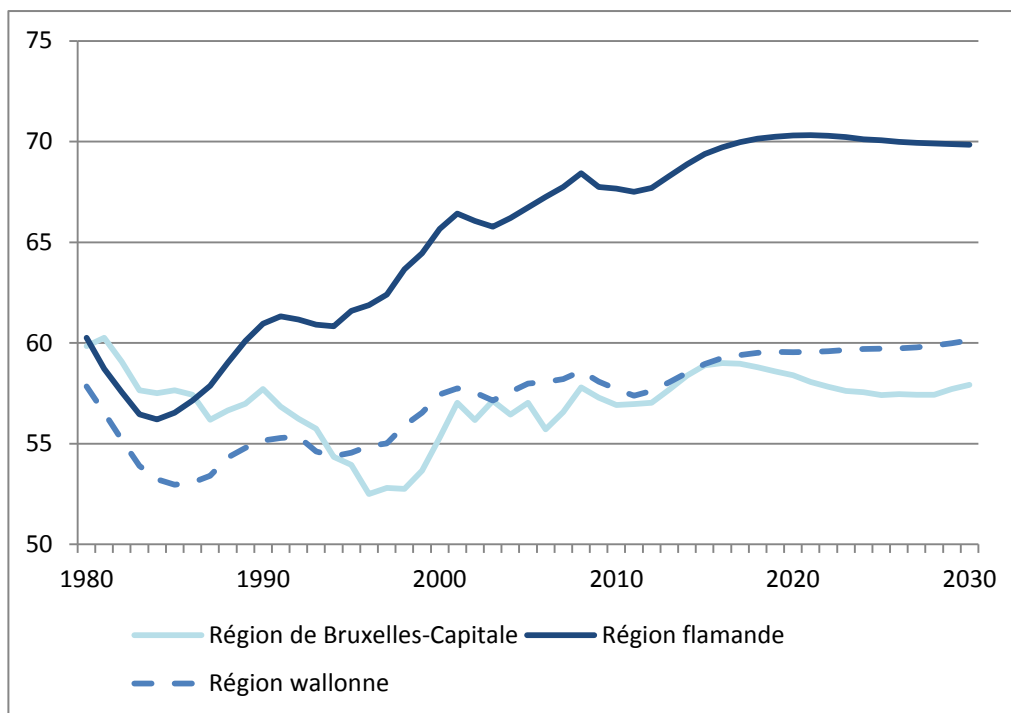
Graphique 13 Croissance du PIB (scénario C ; en %)



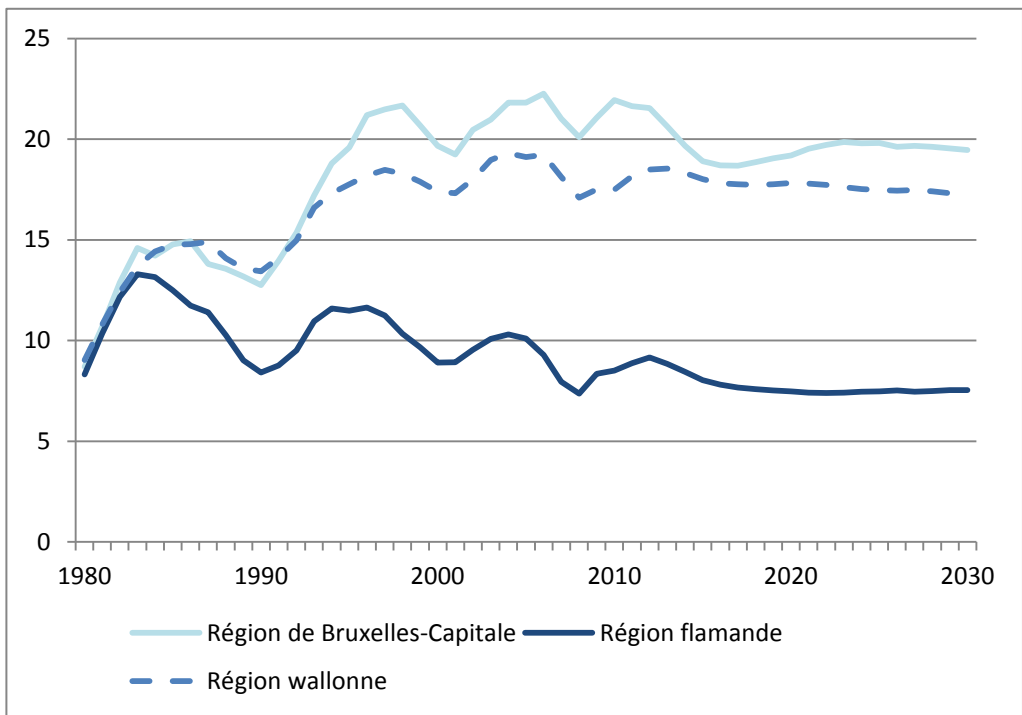
Graphique 14 Différentiel de croissance par rapport à la Flandre (scénario C ; en point de pourcentage)



Graphique 15 Taux d'emploi (scénario C)



Graphique 16 Taux de chômage (scénario C)



Annexe 1

La mesure du chômage: deux concepts statistiques

La mesure du chômage, ou d'une autre catégorie socio-économique, peut s'effectuer selon deux concepts statistiques: le concept administratif et le concept « enquête ».

Le concept « enquête » porte sur un échantillon de la population. Il s'agit de l' « Enquête sur les forces de travail », réalisée par la Direction générale Statistique et Information économique et transmise à Eurostat qui en a défini le cadre méthodologique. La classification d'un individu dans une catégorie socio-économique est attribuée suite à une interview individuelle. Dans le cas du chômage, la qualité de chômeur est reconnue en fonction de la disponibilité sur le marché du travail et de la recherche active d'un emploi. Cette source statistique est probablement, à l'heure actuelle, la plus adéquate pour effectuer des comparaisons internationales.

Le concept administratif porte sur l'ensemble de la population puisqu'il part des personnes inscrites dans les bases de données des parastataux sociaux ou SPF. En ce qui concerne les chômeurs, ce concept reprend l'ensemble des personnes inscrites comme demandeuses d'emploi auprès des organismes régionaux de placement, ainsi que les chômeurs âgés non demandeurs d'emploi. Le caractère exhaustif des données administratives permet d'analyser certaines caractéristiques très détaillées et en fait une base appropriée pour simuler l'évolution à moyen et long terme des dépenses sociales et de la réserve de main-d'oeuvre.

Les écarts entre les deux concepts peuvent s'avérer importants. En 2009, par exemple, le taux de chômage selon le concept administratif s'élève à 12,5%, alors que le taux de chômage selon le concept « enquête » n'est que de 8%.

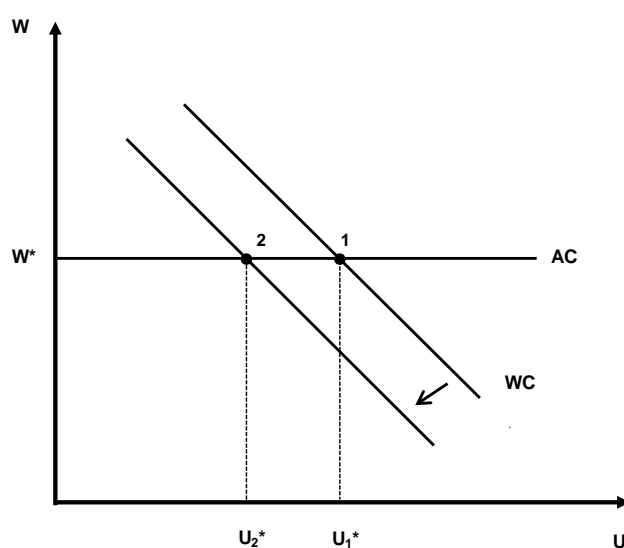
Source : CSF, CEV, *Rapport annuel*, Bruxelles, juin 2010, p. 18

Annexe 2

Convergence du taux de chômage d'équilibre vers son niveau structurel de long terme

Le modèle S3BE¹³ développé au BFP est construit autour d'une fonction de production de type CES à deux facteurs et offre une représentation assez courante du marché du travail en économie. La confrontation de la part salariale issue de la maximisation du profit en concurrence monopolistique et de celle découlant d'un processus de négociation salariale permet de déduire l'expression pour le taux de chômage d'équilibre. Celui-ci dépend du coin salarial (γ inclus les termes de l'échange), du taux de marge et du coût réel du capital. Cet équilibre peut être représenté à l'aide du schéma repris ci-après. La courbe WC («wage curve»), dérivée de l'équation de salaire, décrit une relation négative entre le taux de chômage U et le salaire réel W , témoignant de l'érosion du pouvoir de négociation des syndicats qu'implique une hausse du chômage. La courbe AC («ability-to-pay curve») définit le niveau de salaire réel que les firmes sont disposées à payer afin d'obtenir le taux de marge désiré. Cette courbe est indépendante du taux de chômage. L'intersection entre les deux courbes donne l'équilibre (point 1).

Schéma 1 : Effet d'une baisse de la valeur de la constante dans l'équation de salaire



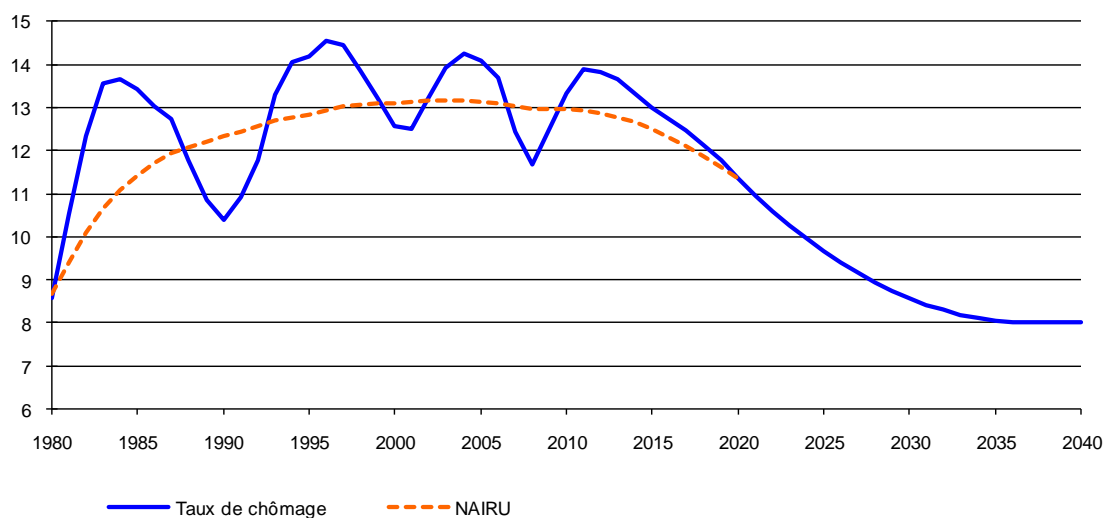
L'estimation économétrique de l'équation de salaire met en évidence qu'il n'existe une relation stable entre le salaire réel, la productivité, le coin salarial et le taux de chômage qu'à condition d'autoriser depuis le début des années nonante une baisse de la constante de régression. Cette constante fait la synthèse de tout ce qui n'est pas expliqué par les autres variables exogènes précitées et peut dès lors être considérée comme une variable mesurant l'évolution de l'efficacité, au sens large, du fonctionnement du marché du travail. La baisse de cette constante peut être interprétée comme une moindre pression du taux de chômage sur le salaire au fil du temps. En termes du schéma, cette baisse de la constante implique un déplacement vers la gauche de la courbe WC et donc un recul, toutes autres choses égales par ailleurs, du taux de chômage d'équilibre (point 2).

Se basant sur une estimation de la tendance à la baisse de la constante de régression observée depuis 1992 et prolongée dans les « Perspectives économiques 2010-2015 » du Bureau fédéral du Plan, le scénario de long terme prévoit un ralentissement très graduel de cette baisse afin d'atteindre une stabilisation de la constante à l'horizon 2037. Le Graphique ci-dessous montre dans ces conditions, l'évolution historique et en projection du taux de chômage et du NAIRU, ce dernier étant défini comme le taux de chômage qui stabilise l'inflation¹⁴.

¹³ Lebrun I., "S3BE: un modèle macroéconomique de long terme pour l'économie belge", Bureau fédéral du Plan, Working Paper 3-09, avril 2009.

¹⁴ Pour une discussion approfondie sur les différents concepts de NAIRU selon l'horizon retenu et sur la façon de les estimer, voir : Richardson P. et al., "The Concept, Policy Use and Measurement of Structural Unemployment: estimating a time varying NAIRU in OECD Countries", OECD Economics Department Working Paper No. 250, June 2000.

Graphique 17 : Taux de chômage et NAIRU (en % de la population active)



A l'horizon 2020, le chômage est supposé s'être ajusté pleinement à tous les chocs passés et la composante cyclique du chômage est dès lors résorbée. A partir de ce moment, le taux de chômage, tel que projeté par le modèle S3BE, est à l'équilibre¹⁵ et est uniquement guidé par les caractéristiques institutionnelles du marché du travail synthétisées dans notre approche par la tendance de la constante de l'équation de salaire. Ainsi, le taux chômage devrait continuer à baisser jusqu'à rejoindre en 2037 son niveau structurel de long terme estimé à 8 %.

Source : CSF, CEV, *Rapport annuel*, Bruxelles, juin 2010, p. 21 et 22

¹⁵ Ceci implique en particulier que l'évolution du salaire réel est égale à la croissance de la productivité du travail.